

Convention collective

**IDCC : 9191. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE,
ET DE CULTURES SPÉCIALISÉES ET CUMA**

(Corrèze)

(24 mai 1967)

(Étendue par arrêté du 18 juillet 1968,

Journal officiel du 24 août 1968)

AVENANT N° 148 DU 14 MAI 2018

RELATIF AUX CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

NOR : *AGRS1897232M*

IDCC : *9191*

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corrèze ;

Fédération départementale des CUMA de la Corrèze,

D'une part, et

Fédération des employés et cadres syndicats FO de la Corrèze ;

Syndicat Général agroalimentaire CFDT du Limousin ;

SNCEA CFE-CGC ;

Fédération CFTC-Agri ;

FNAF CGT,

D'autre part

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 36 de la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de poly-culture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 est modifié comme suit :

« Article 36

Congés pour événements familiaux

Tout salarié a droit à un congé de 3 jours, indépendant des congés annuels payés, à l'occasion de chaque naissance ou adoption survenue à son foyer.

En dehors des congés annuels, des congés exceptionnels sont accordés dans les conditions suivantes :

- mariage ou Pacs du salarié : 4 jours ;
- mariage d'un enfant : 2 jours ;
- décès du conjoint, du partenaire Pacs ou du concubin : 3 jours ;

- décès d'un enfant : 5 jours ;
- décès d'un descendant autre que fils ou fille : 1 jour ;
- décès du père ou de la mère, de la belle-mère ou du beau-père, d'un frère ou d'une sœur : 3 jours ;
- annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant : 2 jours.

Ces jours d'absence devront être pris au moment des événements en cause et n'entraîneront pas de réduction de la rémunération. Ils seront assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination du congé annuel.

Les salariées justifiant d'une ancienneté de 1 an bénéficient de 5 jours de congé par an, quel que soit le nombre d'enfants, en cas d'hospitalisation d'un enfant de moins de 16 ans. Ces absences peuvent être fractionnées et donnent lieu au maintien de la rémunération. Le salarié justifie de l'absence pour hospitalisation d'un enfant par la production d'un certificat médical d'hospitalisation à l'issue de la période d'absence. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} juin 2018.

Article 3

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité départementale DIRECCTE de la Corrèze.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-26 et suivants du code du travail.

Fait à Tulle, le 14 mai 2018.

(Suivent les signatures.)